



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATION DE SIGNATURE***

*Edition n° 16 du 07 juin 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 07 juin 2013

SOMMAIRE
----------

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	676
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	676
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	676
Bureau de l'interministérialité.....	676
Arrêté N° 13.BI.11 du 7 juin 2013 chargeant M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à compter du 10 juin 2013.....	676

---

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N° 13.BI.11 du 7 juin 2013 chargeant M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à compter du 10 juin 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU la circulaire NOR INT A 04 0072 C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;  
VU le décret du Président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 10 mai 2013 nommant Mme Christine BOEHLER préfète hors cadre, chargée d'une mission de service public relevant du Gouvernement ;  
CONSIDÉRANT la vacance du poste de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à compter du 10 juin 2013 ;  
SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est chargée d'assurer, à compter du 10 juin 2013, l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY jusqu'à l'installation dans ses fonctions d'un nouveau sous-préfet.

**Article 2** : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, dans les limites de la circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- \* les débits de boissons,

- \* les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur,

- \* toutes correspondances relatives à ces procédures ;

- Autorisations d'ouverture tardive.

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement ;

- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

- autorisation de transport de corps en territoire étranger (laissez-passer ou arrêté en fonction du pays de destination).

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;

- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7) ;

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

**II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

1) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

2) Associations loi 1901 (récépissés de création, modification et dissolution).

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE**

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

3) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de BRIEY et mesures administratives consécutives à un examen médical ;

4) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

5) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

**IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites :
  - \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande,
  - \* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale,
  - \* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche ;
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY ;
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.
- 5) Intercommunalité :
  - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
  - autres modifications statutaires desdits EPCI ;
  - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
  - acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

#### **V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;
- 2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation ;
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif ;
- 3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation ;
  - mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales ;
- 4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes ;
- 5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

#### **VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME**

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### **VII - ENVIRONNEMENT**

- 1) Police des forêts :
  - distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
  - soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
  - avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
  - approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
  - décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural) ;
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS**

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
  - des fonds structurels européens ;
  - des subventions d'Etat ;
  - de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État – Région ;
- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

#### **IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis ;
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

**Article 3 :** Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant :
  - \* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
  - \* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour ;
- les décisions portant mesure d'opposition à sortie du territoire d'un mineur.

**Article 4 :** Délégation est accordée à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, cette présidence est assurée par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales et à M. Jean-Pierre DUPRÉ, attaché, adjoint au chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.

**Article 5 :** Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

**Article 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre ;
- aux ministres ;
- aux parlementaires ;
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional ;
- au président du Conseil Général.

**Article 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, délégation de signature est accordée à M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 2 :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2 ;
- paragraphe II ;
- paragraphe III sauf alinéas 5 et 6 ;
- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5 ;
- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Olivier BECKER pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 5.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales, à M. Jean-Pierre DUPRÉ, attaché, adjoint au chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales, et à M. Marc CIRELLI, attaché, chef du bureau du pilotage des actions interministérielles, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Olivier BECKER.

**Article 8 :** L'arrêté préfectoral n°13.BI.06 du 2 avril 2013 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY par intérim, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 7 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

